UNION INTERFÉDÉRALE
DES AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE
FORCE OUVRIÈRE

FONCTION PUBLIQUE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris
01 44 83 65 55
secretariat@fo-fonctionnaires.fr

COMMUNIQUE

Paris, le 3 novembre 2026

Le 5 novembre : le temps est venu !

Depuis plusieurs semaines, la profonde colère sociale s'exprime par les gigantesques manifestations dans lesquelles se retrouvent la jeunesse, les salariés et les retraités. Les entraves inacceptables au droit de manifester de ce gouvernement répressif ne font pas refluer la mobilisation en cours.

Les annonces du gouvernement sont consternantes : après 4000 postes d'enseignants supprimés en 2026, le PLF (Projet de Loi de Finances) 2027 prévoyait 1588 suppressions de postes supplémentaires. La mobilisation a permis un premier recul du gouvernement qui a réduit à 725 le nombre de postes à supprimer. Toutefois, l'annulation d'une partie des suppressions n'apporte rien de mieux pour la rentrée prochaine !

De plus, le gouvernement maintient Parcours Sup sans créer un seul poste à l'université !

Enfin, après avoir drastiquement diminué les dotations des collectivités territoriales, le gouvernement leur propose de s'endetter davantage pour travaux d'amélioration du bâti scolaire, qui sont d'une impérieuse nécessité ! Quelle garantie que les travaux seront effectués avec cette combine ?

Le gouvernement s'enferre dans le maintien de l'austérité hostile aux agents publics et plus largement à l'ensemble des droits sociaux. Il est responsable de la situation délétère actuelle. Ce climat anxiogène, combiné à des discours trop stigmatisants, engendre des comportements ségrégationnistes.

Fo Fonction Publique condamne l'attentat raciste de Trappes et rappelle la position ferme du Congrès Confédéral sur l'instrumentalisation de la question migratoire.

Dans la fonction publique comme ailleurs, la précarité financière, les restructurations quasi permanentes, les pressions, les conditions de travail dégradées conduisent les personnels à des extrémités insupportables : en quelques dizaines de jours, un agent de la DGFIP et un autre de la DREETS se sont donné la mort sur leur lieu de travail.

Depuis des années, le dialogue social est réduit à néant, il n'y a aucune reconnaissance de l'administration vis-à-vis des personnels qui répondent pourtant toujours présents en situation de crise, quelle qu'elle soit.

Le 5 novembre, l'ensemble des organisations syndicales appelle les salariés à un mouvement interprofessionnel de grève et de manifestation. A l'heure où les PLF/PLFSS 2027 intensifient encore le poids de l'effort sur les plus précaires, il faut faire entendre le dépit, la colère et la volonté de changement, il faut enclencher le rapport de force !

Le 5 novembre, le temps est venu de ne plus baisser les bras.

Le 5 novembre il est temps que le mépris cesse.

Le 5 novembre, il est temps de dire STOP, ensemble.